



Cellule d'analyse européenne

Proposition de règlement fixant des règles prudentielles uniformes et directement applicables pour les établissements de crédit et les entreprises d'investissement

COM(2011)452

Proposition de directive
concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 2002/87/CE relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier

COM(2011)453

Synthèse :

Les deux textes en projet visent à renforcer les règles prudentielles pour les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dans le cadre des normes de Bâle III, à affiner la gouvernance d'entreprise des établissements visés et à harmoniser les règles en matière d'accès aux activités de dépôt. Le délai pour formuler un avis de subsidiarité au sujet du projet de directive expire le **24 octobre 2011**.

Contexte:

L'Union européenne est favorable à un renforcement des exigences de fonds propres dans le cadre des normes de Bâle III (finalisées en décembre 2010). Les normes de Bâle III sont les règles internationales fixant les réserves de capital que les établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent détenir pour pouvoir faire face aux fluctuations sur les marchés financiers. Ces nouvelles règles sont à présent coulées dans le projet de règlement COM (2011) 452.

Le projet de directive COM (2011) 453 contient les règles relatives à l'accès aux activités de dépôt et vise à renforcer l'efficacité de la gouvernance en matière de risques dans les établissements de crédit et les entreprises d'investissement européens.

La dénomination abrégée du projet de directive est « *Capital Requirements Directive IV* » (CRD IV).

Contenu:

Les mesures, qui s'adressent tant aux établissements de crédit qu'aux organismes de placement, peuvent être résumées schématiquement comme suit:

Trois objectifs:	- Mise en oeuvre de Bâle III - Développement du concept de <i>corporate governance</i>, les contrôleurs se voyant confier certains pouvoirs leur permettant de mieux suivre les banques et les organismes de placement - Harmonisation de la réglementation sur le plan du contrôle des banques et des organisme des placement, y compris l'harmonisation des régimes de sanction en la matière.
Contenu de la directive	- Les dispositions des Directives 2006/48/CE et 2006/49/CE relatives aux exigences de capital sont regroupées dans cette directive; - Coordination des dispositions nationales relatives à l'accès à l'activité des établissements de crédit et des organismes de placement (Titre III); - Renforcement des conditions de "<i>corporate governance</i>" imposées à ces établissements: fonction de traitement des risques (art. 75), dispositifs de gouvernance (art. 86) et cadre de surveillance applicable à ces établissements (art. 64, art. 92 à 121); - Les contrôleurs peuvent prendre des sanctions lorsque ces établissements violent les règles (art. 65 e.s.). Les sanctions contenues dans la directive constituent des normes minimales communes; - Éviter un usage abusif des notations externes pour les actifs et passifs financiers (art. 77); - La mise en place de coussins de fonds propres (article 122 et suivants), afin de permettre aux établissements d'absorber leurs pertes dans les périodes de tensions qui peuvent durer plusieurs années: un <u>coussin de conservation</u>, qui est identique pour toutes les banques au sein de l'Union européenne (il représente 2,5 % des actifs pondérés en fonction du risque), et un <u>coussin contracyclique</u>, qui est fixé par les autorités nationales (maximum 2,5% en plus du coussin de conservation des fonds propres).
Contenu du règlement	- Traduction de Bâle III – exigences prudentielles plus strictes pour les établissements de crédit et les entreprises d'investissement - Règlement uniforme : Le règlement comporte des éléments techniques qui doivent être appliqués de manière identique dans l'ensemble des États membres ; - Instauration d'un niveau adéquat en ce qui concerne les critères de liquidité pour le court et le long termes (actuellement, ces critères diffèrent d'un État membre à l'autre); - Harmonisation de la définition des exigences de fonds propres (davantage de fonds propres et de meilleure qualité) ; - Renforcement de la gestion et de la capitalisation du risque de crédit de la contrepartie ; - « Ratio de levier » (<i>leverage ratio</i>) ou le rapport entre les fonds propres et le total du bilan d'une banque. Les établissements sont réputés recourir de manière limitée à des capitaux empruntés par rapport à leurs fonds propres pour se financer
Actes délégués	Selon la proposition, l' <u>autorité bancaire européenne</u> peut adopter des actes délégués, en particulier des normes techniques de réglementation et d'exécution
Délai de mise en œuvre	Pour fin décembre 2012, entrée en vigueur des mesures le 1 ^{er} janvier 2013.

Base juridique

- Directive : Article 53 (1) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), en l'occurrence la facilitation de l'accès à l'activité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.
- Règlement : Article 114 TFUE

Législation interne :

Les projets de directive et de règlement auront des effets sur la législation et la réglementation internes.

La législation relative au contrôle prudentiel a encore été modifiée récemment par la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses.

La directive en projet vise à remplacer les directives sur l'adéquation des fonds propres, en l'occurrence les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE. Cela aura également des implications sur la réglementation interne pour différents domaines, notamment l'octroi de l'autorisation d'exercice, l'acquisition de participations qualifiées, l'exercice du libre établissement et de la libre prestation de services, les compétences des autorités de surveillance, les dispositions relatives au capital initial et le contrôle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement par les autorités compétentes.

Commission compétente :

- Commission des Finances et du Budget ;

Autorités fédérales compétentes:

- SPF Finances;
- Le modèle de surveillance bipolaire a été ancré dans la loi du 2 juillet 2010 :
 - o La Banque nationale assure, à cet égard, le contrôle microprudentiel et systémique, ainsi que le contrôle macroprudentiel.
 - o L'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) contrôle le respect des règles de conduite auxquelles sont soumis les intermédiaires financiers.

Subsidiarité et proportionnalité

La Commission européenne estime que seule une action de l'UE peut assurer que des obligations identiques sont imposées à tous les établissements de crédit et entreprises d'investissement exerçant dans plusieurs États membres et donc garantir l'égalité des conditions de concurrence, réduire les complications réglementaires, éviter des coûts de conformité injustifiés pour l'exercice d'activités transfrontières et promouvoir l'intégration du marché de l'UE. Une action de l'UE offre aussi l'assurance d'un degré élevé de stabilité financière sur son territoire.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité et de proportionnalité au sujet du projet de directive expire le **24 octobre 2011**.

Le Riksdag suédois et les "Cortes Generales" espagnoles prévoient un contrôle de subsidiarité.

Les parlements nationaux peuvent toujours – sans tenir compte de ce délai – transmettre leurs observations sur ce document à la Commission européenne dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne (*l'initiative Barroso*).

Point de vue de la présidence polonaise

La présidence polonaise encouragera l'adoption de propositions visant à améliorer la réglementation des marchés financiers et des procédures de surveillance.

“En outre, le Conseil ECOFIN procédera au suivi du fonctionnement du nouveau cadre de surveillance macro- et micro-prudentielle, en une coopération étroite avec le Conseil européen et les agences de surveillance créées récemment” (Cf. Programme de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne, p. 19, voir: http://pl2011.eu/sites/default/files/users/shared/o_prezydencja/msz_fra_web.pdf).

Plus d'informations:

1. Texte du projet de règlement COM(2011)452 (version anglaise uniquement):
[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2011:0452\(01\):FIN:EN:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2011:0452(01):FIN:EN:PDF)
2. Texte du projet de directive COM(2011)453:
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0453:FIN:fr:PDF>
3. Rapport de la Banque nationale (mai 2011): *Financial Stability Review 2011*
http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/FSR/FSR_2011_EN.pdf
http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/FSR/FSR2011_syntheseF.pdf

Descripteurs Eurovoc: Politique bancaire – Contrôle bancaire – Comité de Bâle – Union européenne – Politique financière – Établissement de crédit – Contrôle systémique et prudentiel

Rédaction:

Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

**Voorstel voor een Verordening tot vaststelling van uniforme en rechtstreeks
toepasselijke prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en
beleggingsondernemingen**

COM(2011)452

**Voorstel voor een Richtlijn
betreffende de toegang tot de werkzaamheden van kredietinstellingen en het
bedrijfseconomisch toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en
tot wijziging van Richtlijn 2002/87/EG betreffende het aanvullende toezicht op
kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen en beleggingsondernemingen in een
financieel conglomeraat**

COM(2011)453

Synthese :

De twee ontwerp teksten beogen de prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen te versterken in het kader van de Basel III- normen, verscherpen de "corporate governance" van bedoelde instellingen en harmoniseren de regels voor de toegang tot depositoactiviteiten. De termijn om een advies over de subsidiariteit over de ontwerp richtlijn te formuleren loopt af op **24 oktober 2011**.

Context:

De EU is voorstander van de versterking van de kapitaalvereisten in het kader van de Basel-III-normen (die in december 2010 werden voltooid). De Basel III-normen zijn de internationale regels die opleggen hoeveel kapitaalreserves de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen moeten aanhouden om opgewassen te zijn tegen de schommelingen op de financiële markten. Deze nieuwe regels worden thans omgezet in de ontwerpverordening COM (2011) 452.

De ontwerprichtlijn COM(2011) 453 bevat regels voor de toegang tot depositoactiviteiten en beoogt de totstandbrenging van een doeltreffender risicogovernance binnen Europese kredietinstellingen en beleggingsondernemingen.

De ontwerprichtlijn wordt afgekort als de "Capital Requirements Directive IV" (CRD IV).

Inhoud:

Schematisch kunnen de maatregelen, die zich richten tot zowel kredietinstellingen als beleggingsondernemingen, als volgt worden samengevat:

Drie doelstellingen:	- Implementatie van Bazel III - Uitwerking van het <i>corporate governance</i> concept waarbij de toezichthouders bevoegdheden krijgen om de banken en beleggingsinstellingen beter te volgen - Harmonisatie van de regelgeving op het gebied van toezicht op banken en beleggingsinstellingen, met inbegrip van een harmonisatie van toezichtrechtelijke sanctieregimes.
Inhoud richtlijn	- De bepalingen van de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG inzake kapitaalvereisten worden in deze richtlijn bijeengebracht; - Coördinatie van nationale bepalingen betreffende de toegang tot de werkzaamheden van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen (Titel III); - Verscherping van de "corporate governance" vereisten van deze instellingen: de risicomanagementfunctie (art. 75), governanceregelingen (art. 86) en het toezichtkader dat op deze instellingen van toepassing is (art. 64, art. 92 tot 121); - Toezichthouders kunnen sancties treffen als deze instellingen de voorschriften overtreden (art. 65 e.v.). De sanctieregels in de richtlijn zijn gemeenschappelijke minimumnormen; - Voorkomen van overmatig gebruik van externe ratings voor financiële activa en passiva (art. 77); - De instelling van kapitaalbuffers (art. 122 e.v.) zodat instellingen in staat zijn verliezen op te vangen in moeilijke tijden die zich over meerdere jaren kunnen uitstrekken: een <u>kapitaalinstandhoudingsbuffer</u>, die voor alle banken in de EU identiek is (2,5 % van de risicogewogen activa), en een <u>anticyclische kapitaalbuffer</u>, die nationaal wordt vastgesteld (maximaal 2,5% bovenop de kapitaalinstandhoudingsbuffer).
Inhoud verordening	- Vertaling van Bazel III – strengere prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen - Single Rule book; De verordening bevat technische elementen die in al de lidstaten op dezelfde wijze moeten worden toegepast; - Invoeren van een gepast niveau van liquiditeitsstandaarden voor de korte en lange termijn (nu verschillen deze standaarden tussen lidstaten onderling); - Harmonisatie in de definitie van kapitaalvereisten (meer en hoogwaardiger kapitaal); - Versterking van het beheer en de kapitalisatie van het kredietrisico van de tegenpartij; - "Hefboomratio" (leverage ratio) of de verhouding tussen het eigen vermogen en het balanstotaal van een bank: De instellingen worden geacht een beperkt vreemd vermogen t.o.v. het eigen vermogen te gebruiken als financiering
Gedelegeerde handelingen	De <u>Europese Bankautoriteit</u> kan volgens het voorstel gedelegeerde handelingen vaststellen, in het bijzonder technische regulerings- en uitvoeringsnormen
Implementatietermijn	Tegen eind december 2012, <u>inwerkingtreding</u> van de maatregelen op 1 januari <u>2013</u> .

Rechtsgrondslag

- Richtlijn: Artikel 53 (1) van het Verdrag betreffende de werking van de EU (VWEU), met name de vergemakkelijking van de toegang tot werkzaamheden van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen.
- Verordening: Artikel 114 VWEU

Interne wetgeving:

De ontwerprichtlijn en ontwerpverordening zullen gevolgen hebben voor de interne wetgeving en reglementering.

De wetgeving rond prudentieel toezicht is recent nog geregeld door de Wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen.

De ontwerprichtlijn komt in de plaats van de Richtlijnen inzake kapitaalvereisten, nl. de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG. Dit zal ook zijn implicaties hebben op de interne regelgeving voor verschillende domeinen, zoals de vergunningverlening voor de bedrijfsuitoefening, de verwerving van gekwalificeerde deelnemingen, de uitoefening van de vrijheid van vestiging en van het recht van het vrij verrichten van diensten, de bevoegdheden van de toezichthoudende autoriteiten, de bepalingen inzake het aanvangskapitaal en de toetsing door toezichthouders van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen.

Bevoegde commissie:

- Commissie voor Financiën en Begroting;

Bevoegde federale overheden:

- FOD Financiën;
- In de wet van 2 juli 2010 werd het bipolair toezichtsmodel verankerd:
 - o De Nationale Bank staat hierbij in voor de microprudentiële en systemische controle, alsook de macroprudentiële controle.
 - o De Autoriteit financiële diensten en markten (FSMA) oefent het toezicht uit op de naleving van de gedragsregels waaraan de financiële tussenpersonen onderworpen zijn.

Subsidiariteit en proportionaliteit

De Europese Commissie meent dat alleen een EU-optreden ervoor kan zorgen dat voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, die in meerdere lidstaten actief zijn, dezelfde verplichtingen gelden. Dit garandeert gelijke concurrentievoorwaarden, zorgt voor minder ingewikkelde regelgeving, vermijdt ongerechtvaardigde nalevingskosten voor grensoverschrijdende werkzaamheden en bevordert de verdere integratie in de EU-markt. Een EU-optreden zorgt tevens voor een hoge mate van financiële stabiliteit binnen de EU.

De termijn om een advies over de subsidiariteit en de proportionaliteit van de ontwerprichtlijn te formuleren loopt af op 24 oktober 2011.

De Zweedse Riksdag en de Spaanse "Cortes Generales" plannen een subsidiariteitscontrole.

De nationale parlementen kunnen steeds – zonder rekening te houden met deze termijn - in het kader van de politieke dialoog met de Europese Commissie (*het Barroso-initiatief*) hun opmerkingen over dit document aan de Europese Commissie verzenden.

Standpunt Pools voorzitterschap

Het Poolse voorzitterschap zal de goedkeuring van voorstellen bevorderen die erop gericht zijn de regelgeving te verbeteren van de financiële markten en van de toezichtprocedures.

"In addition, the ECOFIN Council will monitor the operation of the new macro- and micro-prudential oversight framework, closely collaborating with the European Systemic Risk Board and the newly established supervisory agencies." (Cf. Programme of the Polish Presidency of the Council of the EU, p. 16, zie:

http://pl2011.eu/sites/default/files/users/shared/o_prezydencja/programme_of_the_polish_presidency_of_the_council_of_the_eu.pdf).

Meer informatie:

1. Tekst van het ontwerp van verordening COM(2011)452 (Enkel Engelse versie):

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2011:0452\(01\):FIN:EN:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=SPLIT_COM:2011:0452(01):FIN:EN:PDF)
2. Tekst van de ontwerp-richtlijn COM(2011)453:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0453:FIN:NL:PDF>
3. Rapport van de Nationale Bank (mei 2011): Financial Stability Review 2011

http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/FSR/FSR_2011_EN.pdf

http://www.nbb.be/doc/ts/Publications/FSR/FSR2011_syntheseN.pdf

Eurovoc-descriptoren: Bankbeleid – Bankcontrole - Baselcomité – Europese Unie – Financieel beleid – Kredietinstelling – Systemische en prudentiële controle

Redactie:

Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be